L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 10 AOUT 1861.

G. P. WEISSE / P. LIMET. — S. DUFOUR / S. HARRY. } Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans,
SAMEDI MATIN, 10 AOUT.

Vente à l'encan du 10 jour.

Par D. E. Murphy, à l'entrepôt de Bolte,—Farine.
Par M. Barnett Jr., magasinier Chartres et St-Louis.—Couverture.
Par C. E. Fortell, à la Bourse des Marchands,—Réclusion de compagnie à un mille et demi au-dessus de Carrollton. Ameublement domestique de maison.
Par N. Vigale, à la Bourse des Négociants et Exchange.—Un matière de 16 ans, succession Griffith

La Question américaine en France.

Nous voyons avec satisfaction que les journaux français commencent à recevoir des informations exactes et impartiales sur ce qui se passe en Amérique. Le *Constitutionnel* publie dans son numéro de 15 juillet une correspondance de St Louis, dans laquelle les causes qui ont amené la sécession nous paraissent bien exposées. Nous le reproduisons afin que nos lecteurs puissent apprécier l'influence que de semblables communications peuvent avoir sur l'opinion publique en France. Les mensonges dont se rendent journellement coupables les feuilles républicaines sont exposés dans les journaux de Paris et ne trouvent plus sur le continent que des dupes volontaires.

Saint Louis (Missouri), 25 juin.

En France où la différence de langage et de mœurs est un obstacle naturel à la facile appréciation des institutions politiques et sociales des Etats Unis, on paraît se préoccuper beaucoup de la question de l'esclavage, à propos de la lutte engagée aujourd'hui entre le Sud et le Nord. L'opinion publique commettrait néanmoins une grave erreur si elle envisageait les événemens à ce point de vue.

Loi, on ne parle plus ni de démocratie ni de républicains noirs, ni d'esclavistes ni d'abolitionistes; il n'est question que de deux grands partis, les rebelles et les nationaistes, nouveaux républicains qui révèlent, comme vous le voyez, une situation politique nouvelle.

En effet, la révolution dont la Caroline du Sud a donné le signal, et la guerre civile imaginée par le prince de Sumter, ont soulevé un principe d'une ordre bien plus élevé, le principe du *self government*, le droit qu'a tout peuple de choisir, par la manifestation de la volonté nationale et le suffrage universel, le gouvernement qui lui convient.

C'est au nom de ce principe que la nouvelle Confédération s'est formée; la révolution dans laquelle nous entrons n'est donc que la lutte de l'indépendance et de la liberté au Sud contre l'absolutisme et le despotisme au Nord.

Il serait trop long d'énumérer ici tous les griefs du Sud; il suffit de rappeler les actes violents et déplorables dont le congrès américain a été le théâtre dans ces dernières années; l'antagonisme fanatique du parti ultra-républicain avec les ministres de la religion protestante dans le Kansas; la guerre inhumaine et les persécutions contre les habitans du Sud dont les familles ont été, les unes expulsées de territoire, d'autres massacrées sans pitié et sans distinction d'âge ni de sexe; enfin, pour couronner l'horrible, le *personal liberty Law*, loi passée par cette Etats du Nord, en violation flagrante de la Constitution et des lois du congrès, en vertu de laquelle tout plaideur qui voudrait réclamer ses esclaves fugitifs était traqué comme une bête fauve, mis à l'amende et emprisonné.

La constitution était enfin devenue une lettre morte pour le Sud, et le secret de l'union n'a plus été qu'une déclamation de ses droits une opposition systématique.

Les droits exorbitans imposés sur le commerce pour protéger les intérêts maritimes et manufacturiers du Nord, rendaient le Sud son humble vassal.

Du nouveaux Etats libres entraient rapidement dans l'Union et donnaient au Nord une prépondérance alarmante dans le congrès satisfait enfin l'homme qui avait publiquement juré la ruine du Sud venait d'être élu président.

La mesure était comble; attendre plus longtemps, hésiter, c'était se suicider: la Caroline donna le signal de la révolution.

Aussitôt, s'élève la question du droit de séparation: dans un pays où tout pouvoir dérive directement du peuple, où les fonctionnaires les plus hauts placés sont appelés *les serviteurs du peuple*, il est difficile de voir dans le gouvernement fédéral autre chose qu'un mandataire que comme un contrat d'assurances qui laisse toute liberté d'action à ceux envers qui les obligations contractées ne sont pas remplies.

Ce qui s'est passé dans le Sud présente, il me semble, une analogie parfaite avec ce qui s'est passé en Italie: la politique suivie jusqu'à présent par la nouvelle Confédération n'est que l'affirmation et le développement du même principe.

Séparons en Italie, cette Etats, après avoir fait valoir entre les légitimes causes de leur séparation, ont déclaré presque simultanément vouloir se soumettre à l'arbitrage du Nord et former un nouveau gouvernement conforme à leurs besoins et à leurs aspirations. Tous les états législatifs de ces différens Etats ont décrété cette séparation, leur décret a été soumis au suffrage universel et amplement parcouru avec le même enthousiasme et presqu'à l'unanimité: une nouvelle Constitution a été adoptée, et leur gouvernement, complètement organisé dans tous ses départemens, fonctionne aujourd'hui avec une entente et une harmonie parfaites.

Peut-on qualifier de rébellion une pareille conduite et de rebelles un peuple de près de six millions d'hommes se conduisant avec autant de calme et de dignité ?

Le Nord n'a t-il pas exalté la politique suivie par Italie ? N'a-t-il pas applaudi le peuple italien, Victor Emmanuel; Cavour et Garibaldi? Que Garibaldi vienne demain offrir au Sud le secours de son bras pour défendre la même cause et le même principe, le demi-dieu ne serait plus au Nord qu'un rebelle et un traître.

Ne-t-ce pas une singulière anomalie et un triste spectacle que de voir le Nord, berceau des libertés américaines, garden jalouse jusqu'ici de tous les dogmes de la politique, à force de corruption et d'oblitération morale, perdre à ce point le sens de ses institutions, et, dans son délire, méconnaître un nouveau avènement, laborieusement, aujourd'hui, pour les besoins d'une cause unique, cet héritage sacré de sa première révolution ?

Il est aussi de voir que l'orgueil américain a reçu une profonde blessure; enfans gâtés de la fortune, enivrés par de réseaux et faciles succès, ils flattaient les a aveugles au point de leur faire croire qu'ils étaient invincibles comme nation, et qu'ils avaient eux mêmes reçu le mission dans lequel une Providence généreuse les a placés. Ils considéraient les convulsions de l'Europe d'un œil plein de dédain, et leur conviction que la République modèle devait durer autant que le monde, était devenu un article de foi politique.

Plutôt que de renoncer à une si obère utopie, certains partis préfèrent aujourd'hui violer les principes et pousser les choses à toute extrémité, plutôt que d'accepter l'existence d'Union.

Il n'entre après un enthousiasme factice, sont suivis dans un état de vacillation et d'incertitude qui n'accuse le manque d'unité.

Le *New York Herald*, le journal le plus opposé au Sud, s'exprimait ainsi il y a quelques jours:

« La doctrine qu'un gouvernement *de facto* doit être regardé par les puissances étrangères comme un gouvernement de droit, est incontestablement d'origine américaine. Jusqu'à cette année, nous nous y sommes toujours conformés. Après l'avoir bravement et résolument maintenue à la face de la sainte alliance et de toute la diplomatie européenne, nous ne pouvons raisonnablement pas la répudier au moment même où, pour la première fois, nous sommes appelés à en subir les conséquences. »

Par contraste, le *Times* trace le programme à suivre et s'écrie sans honte :

« Le Congrès agira comme s'il était investi des pouvoirs d'une convention nationale, et, pour exactionner de que le pouvoir exécutif a déjà fait en enrôlant des troupes pour trois ans, en approuvant à des dépenses extraordinaires sans consentement et en faisant des choses dont il lui faudra se plaider au-dessus de la Constitution : il ne peut y avoir d'hésitation, non-seulement à approuver ces actes, mais, s'il est nécessaire, à avoir recours à d'autres mesures également en violation de cette Constitution.

Quelle alternative un pareil langage laisse-t-il au Sud ? Quelle perspective, dans l'avenir ? Vouloir à coups de canon le forcer à rentrer dans l'Union, sous prétexte d'un lien indissoluble, n'est-ce pas prétendre remonter, au profit d'un monstrueux despotisme, le vieux droit divin ? Le Sud a passé le Rubicon: *Alea jacta est !*

Le soupçonnons, c'est une révolution à recommencer ! La débâcle, n'est l'Histoire.

Le Congrès de la nouvelle Confédération, comme la Convention de la France de 93, n'a plus qu'à décréter la victoire !

ARRIVÉE D'UN navire APOLAIS.—Le *Times* d'Apalachicola du 2 courant annonce que le navire *Finland*, capitaine Jones, de 540 tonneaux, est arrivé de Liverpool et a commencé Cedéchargeur en cargaison. Le croiseur de Lincoln était sans doute allé faire une excursion lorsque le *Finland* est entré dans le port.

LES ENCLUMES DE GRANDE JONCTION.—Le *Memphis Avalanche* annonce qu'un certain nombre des révoltés de la brigade Tuckman sont en route sous bonne escorte pour la Nouvelle-Orléans. Les amateurs feront bien d'en prendre soin à leur arrivée.

DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DU MISSOURI.—Le gouverneur Claiborne F. Jackson du Missouri vient de lancer à Silver Madrid, Missouri, le 5 août, une proclamation par laquelle il déclare que les Etats-Unis en faisant la guerre au peuple et aux opinions souveraines du Missouri, ont rompu de fait les liens qui établissent cet Etat à l'Union, et qu'en vertu des pouvoirs que lui a donnés la législature pour repousser l'invasion, il déclare que l'Etat du Missouri cesse de faire partie de l'Union et redevient un Etat souverain, libre et indépendant. Il ajoute que cette déclaration provisoire sera soumise à l'approbation du peuple dès que le pays sera débarrassé des envahisseurs.

LE GÉNÉRAL CADWALLADER DE MORT.—Un correspondance du *Daily News* à Baltimore affirme que le général fédéral Cadwallader est dangereusement blessé à Philadelphie. On sait que ce général commandait une partie des forces de Patterson.

On ignore si c'est en passage de Perryville à Williamsport ou dans un engagement ultérieur qu'il aura été blessé. Il figure sur la liste des généraux honorablement démissionnés.

Par le Télégraphe.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'ABEILLE.

Convention démocratique à N.-York.

Albany, 9 août.—La Convention démocratique d'Etat a reçu une communication du comité républicain, l'invitant à s'entendre avec eux pour les nominations.

Les démocrates, dans leur réponse, parlent dans les termes suivants : Nous serions traîtres au parti que nous représentons si nous pensions un considération aucune proposition d'union avec un concurrent politique, sans avoir égard à ses principes.

Arrestation de l'ancien McAfee, du Missouri.

St Louis, 9.—Jno. McAfee, orateur de la Chambre des Représentants de Missouri pendant les deux dernières sessions législatives, a été arrêté.

Le gouverneur Gamble ordonne qu'une élection ait lieu le 1er lundi de novembre, afin de permettre le peuple sur les actes de la Convention.

Brigadier-Général Dan, Sickles.

Washington, 9.— Dan. Sickles sera nommé brigadier général par le Président.

Mot de la visite du prince Napoléon.

Il y a de fortes raisons de supposer que le but de la visite du prince Napoléon est de prendre des informations exactes sur les affaires américaines, afin d'en instruire l'Empereur.

Dépêche du Gén. Rosencrantz.

Le directeur général des postes a reçu la dépêche suivante du général Rosencrantz : "Les Rebelles ont été repoussés de Manassa. Le service de la poste peut-il y être rétabli ?

Grand dîner de Breckenridge et Vallandingham.

Baltimore, 9.—Les Hon. Breckenridge et Vallandingham ont assisté à un grand dîner à "Gutaw House," que leur ont offert les ex-sécessionistes de Baltimore.

Rapports officiels de McDowell.

New York, 9 août.—Le *Herald* publie la substance du futur rapport officiel de McDowell sur les pertes en matériel subies à Manassas. Il dit :

Dix-sept canons rayés ; cent cinquante boîtes de cartouches ; sept caissons de munitions pour canons rayés ; trente caisses de vieux mousquets, dans le Virginie, ont été abandonnés ; treize chariots chargés de provisions de bouche ; trois mille boîtesaux d'avoine ; deux mille cinq cents mousquets ; huit mille sacs à dos.

Progrès du Parti des Droits des Etats au Kentucky.

Louisville, 9—Dans trente neuf comtés les partisans des droits des Etats ont gagné huit mille neuf cent quatre-vingt sept voix. Ils ont perdu 35 voix à Anderson, 22 à Franklin, 120 à Henderson et 161 à Marion.

Arrestation du Lieutenant Colonel Tyler.

Cincinnati, 9.—On rapporte que la femme du lieutenant colonel Tyler lui avait télégraphié à Louisville et à Nashville de ne pas venir, que ce serait dangereux pour lui ; mais que le dépêche ne lui serait pas parvenue.

Tyler a demandé à être relaché sur parole, ce qui lui a été refusé, et on l'a envoyé à la caserne de Newport où il a été écroué.

Lord Lyons et l'Administration.

On rapporte que les dépêches envoyées par Lord Lyons à son gouvernement au sujet de la défaite de Bull Run, ont été déclarées à Washington dépêches de contrebande ; mais que celui ci ayant alors demandé ses passeports, on consentit à laisser passer les dépêches.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—*Le Camp de l'Enfer.*—La grande pièce militaire que les Zouaves doivent représenter dimanche à l'Opéra contient les épisodes les plus intéressants de la conquête de l'Algérie.

C'était au mois de mars 1841, que l'armée française, sous les ordres du général, aujourd'hui maréchal Baraguey d'Hilliers, établi, dans la plaine de la Douara, au pied de l'Atlas, le camp célèbre connu sous le nom du *Camp de l'Enfer*. C'est dans à l'une des époques les plus glorieuses de la conquête de l'Algérie que les Zouaves sous feront assister dimanche prochain, à l'Opéra. Les Zouaves ont voulu que tout, dans cette nouvelle épopée militaire, fut exact, le caractère de la plus grande vérité historique. Aussi rien n'a t-il été négligé: décors nouveaux, costumes entièrement neufs, chevaux et mise en scène immense. Tout promet une soirée intéressante à la foule qui garnira la salle de l'Opéra dimanche.

LES CONFÉDÉRÉS A MARTINSBURG.—Il résulte de la dépêche ci-dessous que les confédérés auraient de nouveau occupé Martinsburg.

Sandy Hook, Maryland, 9 août.—Ce matin un détachement du 28e régiment de New York a surpris une escouade de cavalerie des rebelles à une maison en face la Pointe aux Rochers et lui a tué trois hommes, blessé cinq et fait sept prisonniers. Le détachement a repassé la rivière sans avoir perdu un seul homme.

On apprend que un corps considérable de cavalerie rebelle occupe Martinsburg. Il n'y a pas de danger d'attaque ici.

NOUVELLES DE CAIRO.—Cairo, 4 août — Le général Fremont est retourné à St Louis hier soir. Les forces fédérales à Cairo, Mound City, Bird's Point, et Cap Girardeau s'élèvent à 15,000 hommes. Il y a assez d'eau pour les canonnières. Les déserteurs rapportent que les rebelles comptent 7,000 hommes à New Madrid, sous le général Pillow et 5,000 à Charleston, Missouri, sous le général Jeff. Thompson.

DÉCOUVERTE DE SOUFRE EN GEORGIE.—On vient de découvrir dans une région montagneuse de la Georgie des dépôts sulfuriques abondants. C'est là une découverte importante car on sait que le soufre est un élément indispensable dans la fabrication de la poudre.

MAGASINS NOUVEAUX. — Monsieur et Mme Legros viennent d'ouvrir à l'encoignure des rues Royale et St-Pierre deux nouveaux magasins. l'un destiné à la confection des chapeaux pour dames et enfants et à la vente des articles de toilette pour dames sera tenu par Mme Legros. L'autre magasin comprendra un salon de coiffure pour messieurs et contiendra un assortiment de parfumerie fine et d'articles pour la coiffure et la toilette.

CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS.
Résumé des séances.

Washington, 31 juillet.

Chambre des Représentans.—Un bill pourvoyant au paiement mensuel des troupes est voté.

M. Julian présente une résolution qui est également adoptée, disant que les hommes soupçonnés d'entretenir des sentimens sécessionnistes et qui gardent leurs places à Washington ou ailleurs, méritent la réprobation de tous les citoyens loyaux et reçoivent celle de la Chambre.

Deux résolutions déclarant inconstitutionnelle la suspension de l'*habeas corpus* à Baltimore, et pourvoyant à ce que la guerre ne continue pas à détruire l'égalité entre les Etats, sont déclarées en dehors de l'ordre du jour de cette session et ne peuvent même être présentées.

La Chambre s'ajourne.

Sénat.— Une communication du Président, en réponse à une résolution demandant un rapport sur toutes les instructions transmises aux ministres à l'étranger, au sujet de la rébellion, est déposée sur le bureau sans impression.

Le bill supplémentaire à l'acte augmentant l'armée, est enorme discuté et voté.

Le bill augmentant la représentation consulaire des Etats Unis pendant la rébellion, est également voté.

Après avoir remis l'amendement du bill " pour supprimer l'insurrection " à l'ordre du jour de demain, le Sénat se forme en séance exécutive, à la suite de laquelle il s'ajourne.

OPÉRATIONS EN VIRGINIE.—*Le Montgomery Mail* publie une correspondance de Richmond qui contient les passages suivans :

Il est arrivé ici un courier du général Wise annonçant qu'il a été forcé par la supériorité numérique de l'ennemi de retraiter de la ville de Charleston dans la vallée du Kanawha, et qu'il s'est retiré à plusieurs milles dans une position presque impossible à cause des difficultés naturelles qu'offrent les montagnes. Il peut attendre là les attaques de la part de 15,000 Fédéraux jusqu'à l'arrivée d'un renfort, bien que ses forces ne dépassent pas 3,500. Dans cette position il a détruit le seul pont qui existe sur un large espace de terrain, et la marche de l'ennemi se trouvera naturellement retardée.

Le général Lee est certainement parti pour la Virginie du Nord-Ouest et il a dit à un officier qui était le compagnon que dans huit ou dix jours des renforts d'environ à 25,000 hommes, montant jusde dans cette section pourrie de la Virginie et que ce serait assez pour exterminer l'ennemi.

Le mouvement rétrograde de Wise n'est que temporaire et avec les renforts attendus, il sera forcé de reprendre les hauteurs de l'autre côté de l'Ohio.

Le général Loring qui a succédé au regretté général Garnett a repris avec une forte cohorte dans le voisinage de Lewisburg et de Rich Mountain, et pensait qu'il rejoindrait l'ennemi vers Wheeling, dans l'Ohio et la Pennsylvanie, Beauregard et Johnston tiendraient aux portes de Washington.

Le grand objet en vue est la prise de Washington et il n'y a Washington ne fait exception aux plus haut que celui que pourrait prendre momentanément le Fédéraux dans leur grande masse sur Richmond.

Si nos généraux avaient eu à leur disposition seulement la moitié des troupes fraîches qui sont arrivés depuis la bataille de Manassas, ils auraient maintenant possession de la capitale. Le nombre des renforts arrivés est en route est incroyable. Une personne qui est ici depuis bien longtemps m'assure que 50,000 soldats auraient débarqué différens points que les chemins de fer peuvent les transporter.

Tout le monde s'accorde à reconnaître qu'à Manassas on fait d'immenses préparatifs pour attaquer l'ennemi dans ses fortifications. Les Confédérés sont divisés en deux corps d'armée. Beauregard est avec le corps principal à Manassas, tandis que Johnston dont la division a été portée à 30,000 hommes, s'occupe à compléter les fortifications à Fall's Church à 7 milles d'Alexandrie. Ces fortifications protégeront celles de Manassas et survivent de beaucoup l'ennemi contre Washington. Les défenses de la capitale ne pourront être regardées que comme des ouvrages très solides. Ils comprennent sur un mouvement à Malaga, dans l'Etat d'Oregon, et dans l'Arégon. [*Sprague.*]

LA MARINE AUTRICHIENNE.—Vienne, 12 juillet.—La commission de Reichsrath a répondu hier à l'interpellation de M. Pazzer sur les mesures qu'avait prises le gouvernement pour protéger le marine marchande autrichienne en Amérique, vis-à-vis du conflit qui a éclaté entre les Etats du Sud et du Nord. "Le gouvernement, a dit le ministre, attache un grand prix à conserver, favoriser et protéger les relations de commerce et de navigation avec l'Amérique du Nord. L'Angleterre, la France et les Pays-Bas ont augmenté il est vrai, leurs stations navales, dans ces parages, mais les autres Etats maritimes n'y ont pas envoyé de navires de guerre. Tous, l'Angleterre et la France les premières, se sont efforcés, avant tout, de faire accepter par les Etats-Unis les principes du droit maritime formulés dans la déclaration de 1856 que l'Autriche a signée aussi et qui a été adoptée par tous les gouvernemens. Le gouvernement impériale a reconnu également et envoyer des bâtimens de guerre en Amérique, mais il a chargé le ministre résidant à Washington de faire reconnaître et appliquer à la marine autrichienne les principes de la déclaration en question. Les trois derniers de ces principes, que les Etats-Unis ont reconnus déjà antérieurement, suffisent pour donner une sécurité suffisante aux navires de commerce de l'Autriche. Il n'y a que le commerce de contrebande et une participation illicite des navires autrichiens à la lutte, faite prévus et punis par les lois autrichiennes mêmes, qui pourraient exposer nos bâtimens à des dangers. Vis à vis de risques pareils, ils ne pourraient invoquer la protection du gouvernement, et, pour les autres cas, toutes les autres recommandations nécessaires ont été faites aux consuls et agens impériaux en Amérique.

[*Gazette autrichienne.*]

Attentat de Bade.

Nous trouvons dans les journaux allemands d'intéressans détails au sujet de l'attentat commis contre le roi de Prusse.

Selon son habitude, le roi de Prusse se promenait dans l'allée de Lichtenthal; il allait au devant de la reine qui avait continué sa promenade jusqu'à ce village. Parmi les personnes qui accompagnaient le roi se trouvaient le ministre de France, comte Flemming. Un jeune homme, convenablement mis, le salua à plusieurs reprises de l'air le plus gracieux, sans se faire remarquer. Quand il arriva à quelques pas du troisième fois devant lui, le jeune homme sortit comme un fou furieux sur S. M., et lâ tira en même temps deux coups de pistolet de très près.

La courte Flemming se trouva par un mouvement rapide dans la direction d'où était partie la détonation, et saisit immédiatement l'assassin, qui, sur les questions qu'on lui fit, avoua ses criminelles intentions. Des gendarmes arrêtèrent à transporter ce malheureux dans une voiture et à le livrer à la justice.

Le roi de Prusse a reçu à ce mieux-être sans aucun ébranlement, sans même paraître ému, sauf une légère douleur qui résultait d'une contusion qui avait intéressé les muscles; puis, calme et serein comme d'ordinaire, il continua sa promenade pour rejoindre la reine, qui apprit à son retour de son sauvée épouse la nouvelle de l'attentat.

Au retour, le roi put recevoir sa première visite, celle de la famille grand-ducale, qui allèrent en augmentant jusqu'à ce qu'on fut arrivé à l'hôtel de Hesmer.

Là, se trouvaient le grand duc qui était accompagné de son fils aîné, le prince héréditaire, Hélène de Russie. Le premier examen et les ordonnances des médecins constatèrent l'absence de tout danger. La collet de l'habit et la cravate avaient été déchirés par le coup.

Pendant ce temps là, le premier interrogateur de prisonnier avait eu lieu. Il résulte qu'il s'appelle Oscar Becker, qu'il était fils d'un conseiller d'Etat saxon, qu'il était âgé de 24 ans, qu'il était élevé à Dresde; qu'il faisait ses études à Leipsick et qu'il s'occupait de traduire des ouvrages français en allemand. Becker était arrivé seulement la veille de Leipsick, il n'avait pas encore changé de vêtemens.

Ainsi que nous l'avons dit, Becker a tout d'abord avoué son crime et le motif qui l'y avait poussé, et qui est le fanatisme politique. Pourtant on a remarqué qu'il prétendait choisi pour victime le souverain national dont l'empereur au trône de France a rempli d'espoir tous les véritables patriotes allemands ! L'instruction générale donnera sans doute plus de lumière sur ce point. De bruyantes acclamations saluèrent le roi lorsque dans l'après dîner, il traversa l'allée de Lichtenthal, avec la grande duchesse de Bade.

Le père d'Oscar Becker était conseiller d'Etat et professeur à Odessa ; un de ses oncles est conseiller d'Etat professeur à Kiew. La famille paraît être originaire de Saxe. Ce qu'il y a de certain, c'est que sa mère, la première femme de son père, mariée en troisième noces, était de ce pays.

Oscar Becker a été élevé dans l'école de la croix, à Dresde, rendait en 1859 à Leipsick pour y faire son droit. Il y a été, il y a un peu plus d'une année, un duel au sabre de la moyenne, malgré, blond, pâle et sans barbe. Il a traduit divers ouvrages français, entre autres la tragédie de Lwoff. Il semble n'avoir appartenu à aucune corporation d'étudians.

A Dresde, il avait acheté un portrait de ce Guillaume.

Arrivé à Bade peu de temps avant son crime, il était descendu à l'hôtel de la Fleur.

—Dans une correspondance de la *Gazette d'Augsbourg*, il est dit que c'est le second coup qui frappa le roi de Prusse ; le premier avait dévié et s'arrêter et à ne retourner.

Le bulletin de la police de Bade, publié hier matin, contient les détails suivans :

« Le *Moniteur* prussien raconte, en outre, que le comte Flemming demanda, est d'avantage vers l'assassin, qui avait tiré ? Le jeune homme répondit : "Moi !" Et à la question ultérieure : "Qu'avez vous voulu ?" il répliqua : "Tuer le roi; j'ai jeté le pistolet là-bas, dans l'herbe !" Il fut arrêté immédiatement sans faire résistance.

—Nous lisons encore dans le *Mercure de Souabe* :

« Un M. Bopfle, avocat à Carlsruhe, et un François, nommé Blanquet, fonctionnaire public à Alger, qui arrivaient le roi, saisirent l'assassin. Le roi avait conservé tout son sang-froid ; il porta la main au cou qui lui parut avoir un peu de sensibilité, et le mouvement bientôt pour recommander aux gens qui se pressaient autour du meurtrier de ne pas le maltraiter.

« Le roi continua sa promenade et rencontra un peu après la reine, à laquelle il fit en souriant : "On a tiré un peu sur moi". Cependant l'émotion fut grande, et on jugea qu'il fallait mettre des compresses d'eau glacée."

—On écrit à la *Gazette d'Augsbourg* : Les renseignemens que je tiens d'un témoin oculaire me montrent à même de vous transmettre les détails suivans : Après l'attentat, le roi s'étant approché de la reine, qui était restée à cheval, se fit faire entendre, et tandis que les sonnet les répétaient leur dernier thème, elle avait dit :

—On s'en, on y va..... patience. Que cette journée est longue !

—Vous êtes bien pressé, mon cher Monsieur !

Pardon, Mademoiselle Brigitte.

—Ne m'appelez pas Mademoiselle, répliqua la vieille demoiselle.

—Madame Brigitte.....

Quand je vous dis que je ne suis ni une dame, ni une demoiselle.

—Oh ! oh ! répliqua Edouard, qui crut que c'était le moment de plaisanter, vous apprécient cependant un beau sexe.

—Je n'appartiens ni au beau, ni au laid, je suis homme; qu'y a t-il pour votre service ?

—Je voudrais avoir l'honneur de parler à Mme Louise Chanel ?

—Elle-même ! dites ce que vous avez à lui dire.

—Je ne puis m'expliquer que devant elle, et à elle seule.

Alors, vous n'entrerez pas. Madame ne reçoit personne.

—Mais elle me recevra, moi !

—Vous ! Qui êtes vous donc ?

—Je le dirai moi même, vénérable dragon d'un autre âge.

—Vous le direz, vous lui direz, si elle vous reçoit, et elle ne vous recevra pas, elle qui ne reçoit personne, que c'est Mlle connait;

—Vraiment ! Mlle annonce que j'ai des choses importantes à lui communiquer.

Brigitte hésita ; puis prenant son parti :

—C'est bien, je m'en vas le dire à Madame.

—Mais il me semble, crie Edouard à Brigitte qui avait déjà fait quelques pas, qu'on ne laisse pas ainsi dans la cour, sous la pluie, vous pourriez bien ouvrir. C'est qu'il tombe quelques gouttes d'eau, je serais au moins à l'abri.

—Madame n'a défendu d'ouvrir.

Mais il me semble vous ordonner pour votre vertu, cria le commis-voyageur à la vieille, qui s'éloignait en grognant.

Au bout de quelques instans, Brigitte reparut.

—Madame a répondu, dit-elle, qu'elle n'attendait aucune nouvelle importante, et que vous vous trompez, mon doute.

—Ah ! ah ! dit le commis-voyageur à la vieille, aucune nouvelle importante, pas même des nouvelles de M. Albert.

—Hum ! fit la vieille fille qui se rapproche sensiblement de la porte, vous connaissez M. Albert, vous l'avez vu ?

—Je le connais, répondit Edouard, et je l'ai vu pas plus tard qu'hier.

—Et comment va t-il, notre jeune maître ?

—Mais assez bien pour le moment, on espère qu'il s'en remettra.

—Voyons, explique-vous, dit Brigitte visiblement inquiète.

—Je dis qu'il s'est cassé la jambe avant hier, et qu'on ne demande s'il ne faudra pas la lui couper, il tenait encore la fièvre et le délire quand je l'ai quitté.

—C'est différent, murmura la vieille demoiselle. Que ne le disiez-vous tout de suite, Madame vous aurait sans doute reçu, et je n'aurais pas eu la peine de monter une seconde fois. Je vais lui annoncer la nouvelle avec précaution.

Un instant après la porte s'ouvrit, et Brigitte reparut.

—Poste soit de la cloche et des sonnettes, dit le commis voyageur, voilà une entrée rigolette !

Bientôt on fut bourru se fit entendre au bout d'une rue voisine, presque à l'encoignure du pavillon.

Le corps de la demi-penché en avant, le bras tendu, Mme Lemarchand précédait, en le suivit pas, il arriva ainsi près d'elle ; mais alors le bruit s'éteignit subitement sur le pavé, les gendarme, une expression de surprise s'affirma en même temps sur le visage de Mme Lemarchand. Elle se rejeta précipitamment dans l'intérieur de la chambre. Edouard s'élança pour la suivre avec raison qu'elle en était sortie, car la fenêtre du pavillon resta ouverte, et ce ne fut que cinq minutes après que Brigitte, évidemment envoyée par sa maîtresse vint la fermer.

Cette circonstance parut étrange au commis-voyageur. Pourquoi avoir pour d'un gendarme ? se demandait-il, serait ce parce que cet homme est le représentation de la loi et l'incarnation de châtiment sur terre ?

Le soir, Edouard fumait sa pipe dans la maison de maître Benoist.

Le maître-clerc était à ses habitudes, il était chez ; il se promenait de long en large. Tout à coup, il s'arrêta devant l'hôtelier.

Vous me disiez donc avant hier, dit-il en se frottant les mains avec une conversation, que la petite-fille de Mme Lemarchand a été pour le lendemain d'une discussion violente avec grand'mère et que la nuit, dans les souterrains du château, on a entendu une voix lamentable.

Maître Benoist ouvrit la bouche pour répondre, mais Edouard ne lui en laissa pas le temps. Il prit l'hôtelier par le bras, le regarda fixement dans les yeux, et d'une voix basse et un air mystérieux, mais avec l'accent d'une conviction profonde, il ajouta :

—Il faut le croire, c'est pas ce que vous croyez, elle a un crime sur la conscience !

M. Benoist voulut demander des explications. Edouard sortit brusquement.

III.

COMME QUOI UN JURAS SERT A QUELQUE CHOSE

Le jour suivant, le commis voyageur passa sous la fenêtre du pavillon à une certaine distance. Quand il se sent sous le regard de la jeune femme, il se mit à chanter, à pleine voix, cet air populaire et connu :

Et à son tour Brigitte examina le commis voyageur.

C'est étonnant, dit-elle, je ne vous aurais jamais reconnu !

Dans l'on ne grandit pas impunément.....

Et puis la barbe vous pousse, ça change un homme.

—Oh ! c'est extraordinaire, j'aurais parié que vous deviez avoir beaucoup de chevaux, et vous n'en avez presque plus.

—Ce sont les chagrins, dit Edouard d'un air grave.

—Les chagrins ..... quels chagrins pensez vous avoir à votre âge ? A la bonne heure, Madame !

—C'est vrai ! Il paraît qu'elle en a eu de fameux !

—Et tout le monde se porte bien, à Epinaux ?

—Très bien ! on m'a chargé de vous faire des compliments. Tiens, tiens, reprenait Brigitte le petit d'Hippolyte, oh ! oh ! bien ! qu'est ce que vous faites donc là ?

Mais, dit Edouard, est-ce qu'il n'y a pas moyen de s'asseoir chez vous ? je suis fatigué d'être sur mes jambes. Tous à l'heure, il tombait des gouttes de pluie, le chaleur est accablante.

(*A continuer.*)

CAMILLE DULAC.

BULLETIN COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS.

Revue de la Semaine.

BUREAU DE L'ABEILLE.

Vendredi soir, 9 août 1861.

Le mouvement a encore été faible depuis notre dernière revue hebdomadaire. Les transactions de notre commerce ont été peu importantes, et les affaires de détail, en particulier, ont été presque nulles. Les journaux nous annoncent que la fièvre jaune continue ses ravages à Vicksburg, et que les petites fièvres vendues à bon marché ont fait leur apparition à Mobile, mais nous avons eu de la pluie en abondance, et le marché est bien approvisionné de fruits et légumes.

COTON.—Les ventes journalières n'excèdent pas 300 balles, et les transactions sont très restreintes.

TABAC.—Nous n'avons pas entendu parler de vente dans la semaine, mais nous continuons à porter les prix suivans :

Pottery Leaf.....	2¾ @ 3 ¢
Plants	2 @ 2½
Seconds, table	3 @ 3½
Seconds, cafe noir	3½ @ 4
Fair.....	5½ @ 7½
Good.....	8½ @ 9½
Choice, bouyy & light.....	10 @ 12

SUCRE.—Approvisionnement modéré. Les ventes de la semaine ont été peu importantes, et les prix restent sans changement. Nous cotons :

Terre Bonne.....	5½ @ 6 ¢
Lafourche.....	5½ @ 6 ¢
Plantation ordinaire.....	5 @ 5½
Belle plantation.....	6 @ 6½
Raffinage.....	6½ @ 7 ¢

MELASSE.—Faible approvisionnement. Le stock est presque épuisé. Les ventes ont été de 15 à 20 barriques à 20 @ 25 cts la gallon suivant la qualité et la fraîcheur. Nous cotons 20 @ 25 cts la gallon.

RIZ.—Les ventes ont été de 1,000 boucauts à 3½ @ 3¾ cts la livre. Nous cotons 3½ @ 3¾ cts la livre.

FARINE.—Approvisionnement modéré et demande faible à des prix peu changés. Les opérations ont été peu importantes. Nous cotons : Fine barils, à $7 @ $7 50 ; superfine, à $7 @ $7 50 ; extra, à $8 @ $8 50 ; extra famille, à $8 50 @ $9 ; Canal, à $8 @ $8 50 ; Mais, à $7 @ $7 50.

MAIS.—Il n'y a pas eu de changement dans la demande ; elle est faible. Les prix restent sans changement. Les opérations ont été peu importantes. Nous cotons : 37½ @ 40 cts la sac.

BLÉ.—Les dernières ventes ont eu lieu à $1 20 le rouge, et $1 30 le blanc. Nous cotons de 1 20 @ 1 30 le rouge et blanc.

AVOINE.—Approvisionnement très peu d'arrivées. Les ventes de la semaine sont de 1,000 sacs à 62½ cts le sac. Nous cotons 60 @ 62½ cts le sac.

SON.—Il n'y a pas eu de changement dans le prix. Il est vendu en sacs, à $1 20 les 100 livres. Il est vendu en sacs, à $1 20 les 100 livres. Il est vendu en sacs, à $1 20 les 100 livres.

FOIN.—Nous n'avons pas reçu de foin. Les marchands sont encore faible et ne remplissent que de petites commandes à $24 @ $26 la tonne. Nous cotons : Timothy, à $24 @ $26 la tonne ; Timothy, à $24 @ $26 la tonne ; Timothy, à $24 @ $26 la tonne.

GRAINE.—Il n'a pas été reçu de graines demandé depuis notre dernière revue. Nous cotons : Trèfle, à $4 @ $4 50 le sac ; Trèfle, à $4 @ $4 50 le sac ; Trèfle, à $4 @ $4 50 le sac.

BŒUF.—Il n'y a pas eu de changement dans le prix. Faible approvisionnement. Nous cotons : Bœuf, à $3 @ $3 50 le baril ; Bœuf, à $3 @ $3 50 le baril ; Bœuf, à $3 @ $3 50 le baril.

BACON.—Faible approvisionnement. Demandé soutenu à 13 @ 13½ cts la livre. Nous cotons : Côtes rubanées, 12½ @ 13 cts la livre ; Côtes rubanées, 12½ @ 13 cts la livre ; Côtes rubanées, 12½ @ 13 cts la livre.

SAINDOUX.—Approvisionnement modéré. Demandé soutenu à 12½ @ 13 cts la livre. Nous cotons : Saindoux, 12½ @ 13 cts la livre ; Saindoux, 12½ @ 13 cts la livre ; Saindoux, 12½ @ 13 cts la livre.

BEURRE ET FROMAGE.—Le stock de beurre de Cheese est presque épuisé, et peut être co